

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS datent des 1er et 16 de chaque mois et se paient d'avance. LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES Trois mois... 5 fr. Six mois... 9 fr. Un an... 16 fr. AUTRES DÉPARTEMENTS Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance. Annonces... 25 c. la ligne. Réclames... 50 c.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 3. MM. Laffite et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

Envoyer avec la demande d'abonnement un bon de poste.

L'acceptation du 1er numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Hiver.

Tableau 2. Horaires de trains omnibus et poste mixte entre Cahors, Agen, Bordeaux, Paris, etc.

Cahors, le 24 Février 1874

La candidature de M. Ledru-Rollin, au sujet de laquelle nous publions plus loin d'intéressants articles, prend de plus en plus l'importance d'un événement.

Il n'y a plus en présence, dit avec raison le Français, que des conservateurs et des révolutionnaires. Ceux qui, depuis trois ans, capitulant toutes les semaines, et transigeant périodiquement à droite et à gauche, compromettaient tout en prétendant tout concilier, sont désormais forcés ou de prendre parti ou de quitter la scène politique.

La circulaire de M. le ministre de l'intérieur, que nous avons publiée avant-hier, est l'objet des commentaires de toute la presse.

Les journaux impérialistes apprécient avec calme et modération ce document qui les froisse profondément.

On lit dans le Pays :

La manifestation auprès du prince impérial est une fête de famille. Nous nous assemblons pour célébrer le passage d'un âge à un autre âge, comme autrefois les Romains célébraient la prise de la robe virile.

Et ce n'est une menace pour personne, car il n'y a rien de changé dans l'Empire, le 16 mars. Il sera ce qu'il était avant, et il n'y aura qu'un homme de plus, le Prince impérial.

La veille, l'Empire se faisait avec l'impératrice régente; le lendemain, il se fait avec l'Empereur.

Mais tout cela ne se fera que lorsque la France le voudra, et le 17 mars, c'est-à-dire le lendemain, comme le 15, c'est-à-dire la veille, nous attendrons sans impatience et avec soumission qu'elle ait pris sa décision souveraine.

On lit dans l'Ordre :

Quel que puisse être le caractère et la portée de la manifestation du 15 mars à Chislehurst, aucune loi ne peut l'arrêter, parce qu'aucune loi ne peut la définir; parce que refuser l'entrée des gares et la sortie des ports français à ceux qui veulent se rendre en Angleterre, serait un acte de despotisme, sans exemple dans l'histoire des gouvernements réguliers; une mesure de salut public, imitée des plus mauvais jours de la Révolution.

Ce que peut la législation qui nous régit, le duc de Broglie l'a très-bien dit dans sa circulaire. Elle peut, elle doit empêcher tout ce qui trouble l'ordre défini par le texte et par l'esprit des lois.

Mais la loi ne donne aucun moyen, au gouvernement, d'interpréter la manifestation elle-même, de

lui imposer une signification plus ou moins arbitraire, et de l'arrêter, sous prétexte de cette signification.

C'est pourquoi la circulaire du duc de Broglie, publiée solennellement au Journal officiel nous semble inutile. Or, en politique, tout ce qui est inutile manque ordinairement d'habileté.

Les organes du parti républicain, et surtout le Temps, paraissent satisfaits.

Voici maintenant l'opinion de deux journaux, qui défendent la politique du Gouvernement.

On lit dans le Français :

Nous sommes convaincus que la circulaire du ministre de l'intérieur répond d'une manière parfaitement exacte aux sentiments de tous les hommes d'ordre éclairés et patriotes: elle a été rédigée de manière à ne blesser aucune des légitimes susceptibilités des personnes qui, ayant reçu des fonctions ou des faveurs de l'empire, conservent des sentiments de déférence pour la famille du prince qu'ils ont servi, mais elle témoigne de l'intention formelle qu'a le gouvernement de faire respecter le pouvoir dont la défense lui est confiée; elle montre que le septennat est une vérité.

Les manifestations bruyantes auxquelles la circulaire de M. le duc de Broglie fait allusion ne pouvaient qu'être blâmées par les hommes qui ont servi le gouvernement impérial parce qu'ils considéraient que le maintien de ce gouvernement était une garantie d'ordre et de repos pour la France.

Si parmi les députés qui ont fait le 24 mai et le 19 novembre, on en trouve un certain nombre qu'il convienne de considérer comme des « bonapartistes, » c'est qu'ils étaient appelés sur le terrain où les conservateurs se donnaient rendez-vous par un sentiment profond des nécessités de la défense sociale. Tant qu'on leur demandera de demeurer nnis sur ce terrain, nous sommes assurés qu'ils ne s'y refuseront pas; et dans des circonstances comme celle-ci, rendant hommage aux intentions du ministre de l'intérieur, approuvant les termes fermes et modérés de sa circulaire, l'esprit d'apaisement et de conciliation qu'elle respire, tous les hommes d'ordre, dans l'Assemblée et dans le pays, se trouveront cette fois encore d'accord et contre les brouillons et contre les ennemis de la paix publique.

On lit dans le Journal de Paris :

L'esprit de la circulaire est très-ferme et le langage très-mesuré. M. le duc de Broglie déploie un talent merveilleux dans la rédaction des papiers d'Etat, et celui dont nous parlons est un vrai chef-d'œuvre. M. le duc de Broglie ne prescrit pas aux préfets d'inquiéter les hommes qui, ayant reçu des bienfaits du second empire ou l'ayant servi, sont restés fidèles à sa mémoire, sentiment parfaitement digne de respect. Il eût été excessif que le gouvernement de M. de Mac-Mahon s'opposât à ce que les anciens serviteurs et les partisans de la famille Bonaparte offrisent leurs vœux au prince impérial. En ce qui nous concerne, nous aurions blâmé cette rigueur. Mais M. le duc de Broglie a raison de prescrire aux préfets de s'opposer à toute manifestation publique, qui agiterait les esprits et compromettrait la paix.

Revue des Journaux

Candidature de M. Ledru-Rollin.

On lit dans la Gazette de France :

Les députés de l'extrême gauche ont essayé de démontrer à leurs amis du centre que, M. Ledru-Rollin était un républicain conservateur, éminemment conservateur, et qu'on cédait à des préjugés réactionnaires en n'acceptant pas Ledru-Rollin; que son nom devait rallier toutes les fractions républicaines, parce qu'il n'y avait pas meilleur républicain que lui.

M. Thiers, qui a été très contrarié de la candidature Ledru-Rollin, ne sait plus que faire. Il a usé de tous les moyens auprès de ses amis de l'extrême gauche et n'est arrivé à fléchir personne. Il n'espère plus qu'en M. Ledru-Rollin lui-même, et lui envoie ambassadeur sur ambassadeur.

M. Thiers essaye de lui faire comprendre qu'il aura sa place marquée aux élections générales. Mais, cela ne touche pas M. Ledru-Rollin, qui pense au contraire que son entrée à l'Assemblée donnera à l'union des fractions républicaines une sanction nouvelle.

On lit dans le Journal de Paris :

Cent onze radicaux de Vaucluse imposent M. Ledru-Rollin à M. Gambetta, sans se préoccuper de l'antipathie que ces deux personnages ont l'un contre l'autre. Cent onze radicaux ont crié: Vive Ledru! et M. Gambetta a répondu: Vive Ledru! et la République française, dissimulant mal son ironie bilieuse, a répondu à son tour: Vive Ledru! Et s'il plaisait à dix énergumènes de crier: Vive Blanqui! M. Gambetta crierait: Vive Blanqui! Et si ces dix énergumènes, las de Blanqui, criaient: Blanqui est un jésuite! M. Gambetta clamerait: Blanqui est un jésuite! Et il en sera éternellement ainsi, parce que le jour où l'on n'obéit plus aux fureurs du parti radical, le parti radical vous rejette. Le parti radical est cette voix de Bossuet qui crie: marche! marche! Et il faut marcher.

On lit dans la Patrie :

La candidature dérisoire de M. Ledru-Rollin dans le Vaucluse est, à notre avis, ce qu'on pouvait imaginer de mieux pour démontrer que la nouvelle république est destinée à une décomposition qui rappellera celle de la république de 1848. Nul ne pouvait mieux que le revenant du vaucluse éveiller les souvenirs de la dictature et de l'éméute qui concordent si étroitement avec la dictature et les désordres inaugurés par le 4 septembre.

Si elle nous est parfaitement agréable à ce titre, la candidature de celui qui décréta en faveur de ses préfets « des pouvoirs illimités » a aussi un autre avantage. Elle soumet à une épreuve grave et inattendue la solidité de la coalition républicaine-radical. A force de jouer avec les hardiesses et les fantaisies invraisemblables, le comité-directeur de Paris en arrive à tendre beaucoup cette fois la corde raide sur laquelle ses personnages font manœuvrer le suffrage universel.

On lit dans Paris-Journal :

Tout le monde connaît l'histoire du philosophe cynique qui se mit à parcourir les rues en plein

jour, une lanterne allumée à la main.

— Je cherche un homme, disait-il.

La démagogie a allumé sa lanterne et elle a trouvé... M. Ledru-Rollin.

Celui-là, s'il est élu, ira-t-il s'asseoir « derrière M. Thiers », comme s'est engagé à le faire, dans sa profession de foi, un autre aspirant républicain à l'un des deux mandats de député qui vont être, le 1er mars prochain, décernés par le suffrage universel dans les départements de la Vienne et de Vaucluse ?

Le dos de M. Thiers est devenu le soleil dont tout démocrate habile se fait le Memnon. Ce dos est l'astre du monde révolutionnaire. Ce dos jette des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs. Adorer ce dos suffit aujourd'hui et dispense de toute explication, de tout principe, de toute clarté personnelle ceux qui sont saintement pénétrés des vrais principes de la dévotion au sacré dos de M. Thiers. « J'irai m'asseoir derrière M. Thiers ! » Quand un candidat a dit cela, il a tout dit. Qui ne voterait pour un homme qui a promis d'aller s'asseoir derrière M. Thiers ?

Or ça, que représente l'ex-président de la République, à l'heure présente, aux yeux des profanes qui n'ont pas le culte de son dos ?

Il faut que la démocratie soit terriblement à court d'hommes et de principes pour en être réduite, soit au dos de M. Thiers comme programme, soit à l'abdomen de M. Ledru-Rollin comme idéal. Il faut que le parti radical ne croie plus en lui-même et n'ait pas une idée dans son sac ou une capacité sur la planche, pour offrir aux électeurs: d'un côté, l'homme qui ira s'asseoir derrière M. Thiers; de l'autre, le gros homme qui ne peut même plus passer par un vasistas.

Ainsi, voilà un parti auquel des événements, habilement préparés par lui, avaient remis le pouvoir dans une crise suprême où la présence des ennemis victorieux sur le sol de la patrie défendait aux bons citoyens de s'occuper d'aucune autre invasion que de celle de l'étranger; qu'a-t-il fait ce parti? quel homme a-t-il produit? quel dévouement et quelle intelligence sont sortis de ces entrailles? Ils ont fait des phrases, et rien de plus. Les proclamations à outrance; ils ont prodigué la calomnie et versé l'injure à tout ce qui se contentait d'être Français, sans être assez républicain à leur gré. Aujourd'hui, enfin, qu'ils n'ont plus le pouvoir, mais qu'ils ont encore la majorité dans la plupart des scrutins, car l'esprit public faussé pendant trois ans ne se redresse pas en une heure, quels sont leurs héros, leurs candidats, leurs députés? Un célèbre failli politique de la révolution de 1848 et un obscur serviteur de l'ambition de M. Thiers qui présente sa livrée comme un drapeau.

Histoire édifiante d'un républicain-communard.

Le Journal des Débats publie la lettre suivante, écrite de Madrid :

Vous savez que parmi les insurgés de la Commune de Carthagène il se trouvait des réfugiés et des épaves de la Commune de Paris. Un ancien membre du Comité central, Lucien Combatz, en était. Quand les chefs sont partis pour se réfugier à Orléans, Combatz n'a pas jugé prudent de les suivre sur un territoire français, et, à l'entrée des troupes, il a été mis en prison, où il attend le jugement du conseil de guerre. Il occupe les loisirs que lui fait la captivité à écrire des lettres assez fantaisistes à un des





